



**AMBASSADE  
DE FRANCE  
EN FINLANDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

---

## Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

*Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Lundi 11 mars 2024

|   |   |
|---|---|
| Politique européenne.....   | 2 |
| Discours du Premier ministre Orpo au Parlement européen à Strasbourg .....                        | 2 |
| Point de vue.....   | 2 |
| Le marché intérieur de l'UE est ce qui est le plus cher – et il doit être protégé .....           | 2 |
| Editorial.....  | 3 |
| L'endettement commun de l'UE va s'accroître.....  | 3 |
| Le ministre des Affaires étrangères de Géorgie est en visite en Finlande .....                    | 4 |
| Politique étrangère .....   | 4 |
| La Finlande continue à suspendre son financement de l'UNRWA .....                                 | 4 |
| Défense .....   | 4 |
| Nordic Response .....   | 4 |
| Partis politiques.....  | 5 |
| Elina Valtonen ne se représentera pas pour la direction du parti .....                            | 5 |
| Petri Honkonen ne briguera pas la présidence de son parti, mais se présente aux européennes ..... | 5 |
| Otto Andersson se présentera pour la présidence du Parti suédois .....                            | 5 |
| Social.....   | 5 |
| Aucune solution trouvée lors de la réunion entre Orpo et les syndicats vendredi .....             | 5 |
| Teollisuusliitto menace de rompre avec les accords locaux .....                                   | 6 |
| UPM se prépare à des chômage techniques massifs .....   | 6 |
| UPM a annoncé des plans du chômage technique à un moment intéressant .....                        | 6 |

## **Politique européenne**

### **Discours du Premier ministre Orpo au Parlement européen à Strasbourg**

Le Premier ministre Petteri Orpo s'exprimera mercredi 13 mars lors de la session plénière du Parlement européen à Strasbourg. Le discours du Premier ministre Orpo et les discussions avec les membres du Parlement européen font partie de la série de débats « This is Europe », au cours de laquelle les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE sont invités à discuter de l'état actuel et de l'avenir de l'UE.

Mercredi 13 mars, le Premier ministre Orpo aura également une réunion avec la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola.

Mardi 12 mars, le Premier ministre Orpo rencontrera les députés finlandais au Parlement européen, la commissaire chargée des transports Adina Vălean et le président du groupe du Parti populaire européen (PPE) Manfred Weber.

[https://valtioneuvosto.fi/-/10616/paaministeri-orpo-puhuu-euroopan-parlamentille?languageld=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/10616/paaministeri-orpo-puhuu-euroopan-parlamentille?languageld=en_US)

### **Point de vue**

#### **Le marché intérieur de l'UE est ce qui est le plus cher – et il doit être protégé**

La France a présenté un modèle d'UE dans lequel le spectre des membres se divise en différents cercles. Dans le pire des cas, ce genre de choses bouleverserait tout le jeu de l'UE et créerait un nombre incalculable de différents niveaux d'adhésion, écrit le ministre des affaires européennes Anders Adlercreutz dans un billet publié dans Kauppalehti.

Si les investissements de la transition verte sont orientés vers des pays où les aides publiques sont les plus importantes et où il n'existe pas de véritables conditions de compétitivité, c'est l'ensemble de l'UE qui en souffrira, écrit le ministre Adlercreutz.

"La seule raison pour laquelle Xi et Biden respectent l'UE est notre marché intérieur", a déclaré Michael Barnier dans une interview au Financial Times cet automne. Il y a une vérité cachée dans cette déclaration légèrement provocatrice, qu'il convient de garder à l'esprit, surtout à l'heure où le débat sur l'élargissement de l'UE s'intensifie.

La recommandation de la Commission du 8 novembre d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie et de promouvoir la Géorgie comme pays candidat a stimulé le débat sur l'inclusion de nouveaux pays dans l'Union – pour la première fois depuis une décennie.

En décembre, nous avons fait un pas en avant après que le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a du littéralement quitter la salle pendant un instant. Malgré cela, il nous reste encore un long chemin à parcourir avant que l'UE n'accueille de nouveaux États membres, ce qui nécessite un consensus. Il reste encore beaucoup de travail à faire.

Lorsque nous nous élargissons, cela doit se faire en prenant soin de nos forces. Les plus importantes sont le marché intérieur et l'État de droit.

La position de la Finlande en matière d'élargissement est claire : nous accueillons de nouveaux pays, mais ils doivent répondre aux conditions fixées. Nous suivons constamment les progrès dans différents pays et discutons avec eux. Il est encourageant de constater que de nombreux pays ont pris des mesures claires – notamment l'Ukraine, qui se trouve dans une position plus difficile que tout autre pays candidat.

Le marché intérieur fonctionne lorsque tout le monde a les mêmes règles. A la veille de l'élargissement, des idées ont été présentées sur ce qu'on appelle l'intégration progressive, où les avantages apportés par l'adhésion seraient progressivement accrus.

La France a présenté un modèle dans lequel le spectre des membres est composé de différents cercles – à l'intérieur a un noyau avec tous les atouts et à l'extérieur les futurs pays candidats. Entre les deux se trouvent des membres et des candidats à différents niveaux.

Au mieux, de tels modèles créent un chemin vers l'adhésion. Au pire, cependant, ils faussent tout le jeu et créent d'innombrables variations de différents niveaux d'adhésion. Cela édulcorerait également le bébé préféré de Barnier, le marché intérieur, car si le résultat est une UE à plusieurs niveaux ou des salles d'attente permanentes, le noyau de l'UE s'effondrera.

Dans la compétition pour les aides d'État, c'est l'ensemble de l'UE qui souffre !

Mais le marché intérieur est également remis en question de pressions venant d'autres directions : le gigantesque programme de soutien américain IRA, l'Inflation Reduction Act, ne freine guère l'inflation, mais constitue au contraire l'une des principales raisons pour lesquelles les règles en matière d'aides d'État sont remises en cause au sein de l'UE.

Cela risque de devenir non seulement un obstacle aux investissements en Finlande, mais aussi un obstacle majeur à la consolidation du marché intérieur. Si les investissements de la transition verte sont orientés vers des pays soutenus par l'État et où il n'existe pas de véritables conditions préalables à la compétitivité, l'UE tout entière en souffrira.

Dans le même temps, cela introduit le protectionnisme dans la politique du marché intérieur, ce qui aurait des conséquences désastreuses sur le fonctionnement du marché et sur la compétitivité de l'UE, ainsi que sur la façon dont les États-Unis et la Chine nous perçoivent.

Un message inquiétant pour l'avenir a été la décision de l'Allemagne d'accorder 900 millions d'euros d'aides à l'usine de batteries de Northvolt. La Commission a approuvé cette décision en janvier.

Le problème n'est pas tant que le soutien a été alloué à un projet qui serait né de toute façon dans les conditions du marché, mais que le niveau a été défini pour la première fois en fonction du niveau de soutien supposé aux États-Unis. Autrement dit, nous externalisons non seulement les principes de décision des aides, mais également la décision sur la taille des aides.

Il est facile de constater que risque si on suit cette pente est il n'y a plus de politique et d'environnement d'investissement contrôlés.

L'IRA ne doit pas provoquer de compétitions internes au sein de l'Union. Nous devons y réagir avec des principes communs qui renforcent notre marché intérieur, et non l'inverse. La réponse ne réside pas dans les subventions nationales à la production, mais dans les investissements dans la libre circulation des biens, du travail et des services et dans le développement d'un environnement d'innovation et d'investissement.

Ainsi, à la veille de l'élargissement, il faut résoudre les problèmes qui érodent la crédibilité du noyau dur de l'UE : le défi de l'État de droit et les menaces qui pèsent sur le marché intérieur.

Il faut aussi oser freiner notre enthousiasme pour la régulation. Des objectifs bien intentionnés créent facilement des charges administratives pour les entreprises. Et alors les États-Unis et la Chine, plus agiles, prennent de l'avance.

Il y a donc toutes les raisons de commencer à préparer l'élargissement bien à l'avance. Une UE compétitive, fonctionnelle et solidaire au niveau interne est mieux équipée pour accueillir de nouveaux membres.

Il en va de la crédibilité de l'UE.

<https://www.kauppalehti.fi/uutiset/eun-sisamarkkinat-on-se-mita-muulla-arvostetaan-ja-sita-on-varjeltava/ec755140-bc93-4577-b36c-3fd6a59d6ee6>

## **Editorial**

### ***L'endettement commun de l'UE va s'accroître***

Le renforcement de l'industrie européenne de défense, l'acquisition d'armes et le soutien de l'Ukraine conduisent l'Union vers des dettes communes, écrit l'éditorialiste du Helsingin Sanomat. Depuis des décennies, rien n'a fait autant progresser le développement de l'Union européenne que l'attaque russe contre l'Ukraine.

Pour la première fois, l'UE définit véritablement ce qui est nécessaire pour construire une union européenne de la défense. La Commission européenne propose que 1,5 milliard du budget de l'Union soit réservé aux acquisitions de défense au cours des années 2025-2027.

Le fait que les équipements seront acquis dans le cadre d'achats conjoints souligne l'approfondissement de l'intégration de l'UE. Les pratiques de prêt de la Banque européenne d'investissement doivent être modifiées afin que la banque puisse également financer des achats de défense. C'est aussi un grand tournant.

L'attaque russe a également renforcé le désir de l'Europe de rompre avec l'économie basée sur les combustibles fossiles. La transition verte nécessite de gros investissements. Les pays membres entendent soutenir leurs propres entreprises pour qu'elles puissent survivre à la transition. Les aides d'État et les règles de concurrence évoluent.

Dans le passé, l'UE souhaitait protéger les consommateurs et offrir une concurrence aussi équitable que possible aux entreprises des pays de l'UE. Désormais, l'UE ouvre pratiquement la voie aux pays membres pour protéger leurs entreprises qu'ils considèrent comme stratégiques et les attirer à relocaliser leur production avec de l'argent.

Le renforcement de l'UE se fera dans un contexte où l'endettement commun va augmenter.

La prochaine commission proposera que les changements initiés par la Russie, depuis l'augmentation des armements jusqu'au soutien à l'Ukraine, soient financés par un endettement commun.

Dans le programme du gouvernement de Petteri Orpo, on a inscrit à de nombreuses reprises, notamment sous la pression des Vrais Finlandais, que de nouvelles dettes communes ne seront plus contractées et que l'endettement commun ne sera pas augmenté. Il serait bon que le gouvernement se prépare, au lieu d'adopter la politique du hérisson, à promouvoir des méthodes de fonctionnement d'une économie commune en formation, dans laquelle les conditions du marché et les intérêts des petits pays membres sont pris en compte. Ce serait un bon point de départ pour lancer la politique européenne proactive, que le gouvernement a également promise.

HS

### ***Le ministre des Affaires étrangères de Géorgie est en visite en Finlande***

La Ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen recevra le Ministre géorgien des Affaires étrangères Ilia Darchiashvili le 13 mars à Helsinki.

Les ministres des Affaires étrangères discuteront des relations entre les deux pays et de la voie de la Géorgie vers l'adhésion à l'UE. Parmi les autres sujets de discussion figurent le soutien à l'Ukraine et les questions régionales du Caucase.

"Le soutien des citoyens géorgiens aux aspirations de leur pays à l'adhésion à l'UE est fort. La Géorgie doit entreprendre des réformes pour répondre aux critères de l'UE, et la Finlande est prête à les soutenir. Les relations entre la Finlande et la Géorgie sont bonnes", a déclaré Valtonen.

Au cours de sa visite en Finlande, Darchiashvili rencontrera également le président de la République Alexander Stubb, le ministre des affaires européennes Anders Adlercreutz et des représentants de la Grande Commission du Parlement.

[https://valtioneuvosto.fi/-/georgian-ulkoministeri-vierailee-suomessa?languageld=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/georgian-ulkoministeri-vierailee-suomessa?languageld=en_US)

## ***Politique étrangère***

### ***La Finlande continue à suspendre son financement de l'UNRWA***

Interrogé sur le fait de savoir si la décision suédoise de reprendre son financement de l'UNRWA avait une influence sur la Finlande, le ministre du Commerce extérieur et du Développement Ville Tavio a constaté que le financement finlandais resterait gelé pour l'instant et que la Finlande attendait les résultats des deux enquêtes en cours.

La présidente de l'Alliance des gauches Li Andersson remet en question le fait que la [politique de la] Finlande diffère des pays affinitaires et de l'UE.

HS/dim/A11

## ***Défense***

### ***Nordic Response***

L'exercice de l'OTAN Nordic Response s'est étendu côté finlandais ce week-end. Le ministre de la Défense Antti Häkkinen a rencontré ses homologues suédois et norvégien à Enontekiö.

Son collègue allemand Boris Pistorius était à Helsinki, vendredi. Lors d'une conférence de presse, les deux ministres ont souligné l'importance d'une aide à l'Ukraine qui, selon Pistorius, doit être la cible principale. Häkkinen a constaté que les moyens de fournir l'aide dont l'Ukraine a besoin sont là.

Pistorius a dit que son pays pouvait beaucoup apprendre du système de défense finlandais. Il apprécie la façon finlandaise de se préparer à des menaces contre la cyber-sécurité et les infrastructures, par exemple.

HS/sam/A10, dim/A8, HBL/sam/8

## ***Partis politiques***

### ***Elina Valtonen ne se représentera pas pour la direction du parti***

La ministre des Affaires étrangères, Elina Valtonen a annoncé qu'elle ne chercherait pas à renouveler son mandat de vice-présidente de la Coalition nationale, lors du congrès du parti du 14 au 16 juin, à Tampere.

HS/lun/A12

### ***Petri Honkonen ne briguera pas la présidence de son parti, mais se présente aux européennes***

Petri Honkonen, vice-président du Centre, n'envisage pas de se présenter pour la présidence ou vice-présidence du parti au congrès qui se déroulera en juin à Jyväskylä.

Il se présentera aux élections européennes.

Pour l'instant, personne n'a annoncé sa candidature pour présider le parti, mais un bon nombre de personnes ont dit qu'ils y réfléchissaient.

HS/sam/A9

### ***Otto Andersson se présentera pour la présidence du Parti suédois***

Le président du groupe parlementaire du Parti suédois Otto Andersson a annoncé qu'il se présenterait pour la tête de son parti pour remplacer Anna-Maja Henriksson qui se présente aux européennes.

Anders Adlercreutz, ministre des Affaires européennes et de la Gestion des entreprises de l'Etat, se présentera aussi.

HS/sam/A9

## ***Social***

### ***Aucune solution trouvée lors de la réunion entre Orpo et les syndicats vendredi***

La réunion conjointe entre le Premier ministre Petteri Orpo et les syndicats a eu peu d'impact vendredi. Orpo a demandé aux syndicats d'annuler les grèves politiques prévues cette semaine. Il n'a pas été entendu.

Deux semaines de grèves politiques débutent aujourd'hui, lundi, avec notamment le blocage du trafic de marchandises dans les ports et sur les voies ferrées et l'interruption de la distribution de carburant.

Le mouvement syndical a cherché à négocier avec le gouvernement des modifications aux projets de loi qui affaiblissent le droit de grève et portent sur la conclusion d'accords d'entreprise. L'objectif principal de la réunion de vendredi était de voir si les partenaires sociaux étaient prêts à réouvrir les négociations sur le modèle de marché du travail axé sur l'exportation. De nombreux syndicats des confédérations de travailleurs Akava et STTK y étaient favorables.

Le gouvernement souhaite que les employeurs et les salariés trouvent un modèle pour convenir des augmentations de salaire. Il souhaite que le niveau des augmentations salariales soit fixé par les secteurs d'exportation et que les autres secteurs suivent le mouvement.

Si les partenaires sociaux ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un nouveau modèle salarial, le gouvernement préparera un projet de loi. Le secteur public craint que cela signifie un plafond des salaires permanent pour lui.

Le gouvernement avait déjà décidé à l'avance que le secrétaire d'État Mika Nykänen, le ministre du Travail Arto Satonen (coalition nationale) et le ministre de l'Environnement et du Changement climatique Kai Mykkäinen (coalition nationale) feraient le tour des syndicats participant aux grèves de cette semaine et tentent de trouver un moyen de poursuivre les négociations sur le modèle d'exportation. Nykänen déclare qu'il commencera à travailler au début de la semaine, mais ne sait pas quand les réunions commenceront. Néanmoins, il ne faut pas attendre grand-chose de la tournée de Nykänen, car le modèle axé sur les exportations a déjà été négocié en décembre et d'autres réunions ont eu lieu à ce sujet.

HS/A6

### ***Teollisuusliitto menace de rompre avec les accords locaux***

La Confédération de l'industrie finlandaise *Teollisuusliitto* cherchera à s'éloigner considérablement des accords locaux si le projet de proposition du gouvernement visant à étendre les accords locaux est mis en œuvre.

Début mars, le ministère de l'emploi et de l'économie a soumis à consultation un projet de loi visant à accroître les possibilités d'accords locaux sur le lieu de travail. La déclaration de *Teollisuusliitto* se fonde sur l'intention du gouvernement d'étendre les possibilités des accords locaux aux entreprises qui ne sont pas membres d'une association d'employeurs. La confédération craint que la modification de la loi promue par le gouvernement ne conduise à la conclusion d'accords dans des entreprises qui ne sont pas membres d'associations d'employeurs. A l'avenir, cela ne ferait qu'affaiblir les conditions de travail des employés.

Selon Jarkko Ruohoniemi, le directeur général de l'association des employeurs de l'industrie technologique (*Teknologioteollisuuden työnantajat ry*), les syndicats ont « fortement exagéré » le message sur l'impact de la proposition d'accord local en le communiquant sur les lieux de travail. Il dit que les accords locaux fixent des limites à ce qui peut être convenu et que la consultation sur le paquet est en cours, de sorte que le projet de loi peut encore être influencé.

HS/A8

### ***UPM se prépare à des chômage techniques massifs***

L'entreprise forestière UPM s'apprête à mettre à pied ses employés. Les négociations sur les mises à pied concernent toutes les usines des secteurs de la pâte à papier, des scieries et du papier d'impression, soit un total d'environ 2 260 employés.

Les mises à pied auraient lieu entre juillet de cette année et février de l'année prochaine.

Les décisions seront prises à l'issue des négociations du plan social. Les périodes de chômage technique pourraient être mises en œuvre par étapes et durer jusqu'à 90 jours au total.

HS/A31

### ***UPM a annoncé des plans du chômage technique à un moment intéressant***

Le géant forestier UPM a annoncé vendredi que ses entreprises se préparaient à ajuster temporairement leur production en Finlande et qu'elles allaient entamer des négociations sur d'éventuelles mises à pied.

Selon UPM, les négociations permettront de préparer d'éventuels ajustements temporaires de la production dans les unités finlandaises des entreprises si l'incertitude de l'environnement opérationnel se poursuit. Les mises à pied éventuelles auraient lieu au cours du second semestre de cette année et au début de l'année prochaine.

La date de l'annonce d'UPM suscite des interrogations parce que UPM discute ce printemps avec le syndicat des ouvriers du papier non seulement des augmentations de salaires, mais aussi des mesures de productivité.

En plus, la négociation sur les mesures de productivité exige que, outre les augmentations de salaires, le texte des conventions collectives soit négocié aussi.

Petri Vanhala, président du syndicat du papier, a déclaré en février que tout pouvait être négocié, mais le point de départ est que, ce printemps, les discussions avec UPM ne porteront que sur les salaires. Fin février, Vanhala avait prédit que l'issue de l'affaire serait connue à la mi-mars.

Kauppalehti